

***Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'un site de stockage d'alcools
de bouche, de distillation, de préparation et stockage de vins
par la société DISTILLERIE DE CHEZ SABOURIN sur la commune d'Arthenac***

Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents dans les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 janvier 2011 relatif aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 modifié relatif aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2251 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne en vigueur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 fixant des prescriptions complémentaires à la société SARL Distillerie de Chez Sabourin pour l'exploitation d'une distillerie d'alcools de bouche sur le site de Chez Sabourin sur la commune d'Arthenac ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 portant enregistrement d'une exploitation d'une installation de distillation d'alcools d'origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs sur la commune d'Arthenac par la SARL Distillerie de Chez Sabourin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juin 2019 portant enregistrement de l'extension d'une installation de préparation et conditionnement de vins sur la commune d'Arthenac par la SARL Distillerie de Chez Sabourin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune d'Arthenac du 5 janvier 2022 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'urbanisme (PLU) de la commune ;

Vu la demande d'autorisation environnementale du 9 août 2023, présentée par la SARL Distillerie de Chez Sabourin dont le siège social est situé au 6 Chez Sabourin sur la commune d'Arthenac, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de vinification, de distillation et de stockage d'alcools de bouche située au 6 Chez Sabourin à Arthenac et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 du Code de l'environnement ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire en date du 8 avril 2024 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement ;

Vu la décision d'examen au cas par cas en date du 8 août 2022 ;

Vu la décision n°E24000055/86 en date du 15 mai 2024 du président du tribunal administratif de Poitiers, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 21 mai 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 15 jours du 18 juin 2024 au 2 juillet 2024 inclus sur le territoire des communes de Arthenac, Allas-Champagne, Archiac, Brie-sous-Archiac et Saint-Eugène ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication en dates du 31 mai et 21 juin 2024 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes d'Allas-Champagne, Archiac, Arthenac et Saint-Eugène ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le courrier du Préfet de Charente-Maritime du 3 octobre 2024 informant le pétitionnaire que la phase de décision est suspendue jusqu'à achèvement de la procédure d'élaboration du PLU de la commune d'Arthenac qui permettra la réalisation du projet ;

Vu le porter à connaissance du 7 juillet 2025, présentée par la SARL Distillerie de Chez Sabourin dont le siège social est au 6 Chez Sabourin sur la commune d'Arthenac, à l'effet de modifier l'autorisation environnementale d'exploiter une installation de vinification, de distillation et de stockage d'alcools de bouche située au 6 Chez Sabourin à Arthenac et notamment les propositions faites par l'exploitant ;

Vu le rapport et les propositions en date du 18 novembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune d'Arthenac du 26 février 2026 approuvant l'élaboration du Plan Local d'urbanisme (PLU), rendue exécutoire le 17 mars 2026 après l'accomplissement des formalités de publicités et de transmission au préfet au titre du contrôle de légalité ;

Vu le projet d'arrêté porté le 18 mars 2026 à la connaissance du demandeur ;

Vu le courrier électronique de l'exploitant du 23 mars 2026 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la présence d'un garage aux abords du site projeté (au sud du site) ;

CONSIDÉRANT qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter une amélioration à son projet initial en dotant la distillerie existante et le chai existant de portes coupe-feu 2h, permettant de prévenir les risques pour la sécurité du voisinage (garage au sud et route limitrophe) ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que, conformément aux dispositions de l'article R.181-41 du Code de l'environnement, les délais de la phase de décision de la demande d'autorisation environnementale sont suspendus jusqu'à achèvement de la procédure permettant la réalisation du projet ;

CONSIDÉRANT que le PLU de la commune d'Arthenac a été approuvé le 26 février 2026 et est entrée en vigueur depuis le 17 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SARL Distillerie de chez Sabourin (SIRET 392 894 507 00012), dont le siège social est situé à Arthenac, 6 Chez Sabourin, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à

exploiter à cette même adresse (coordonnées Lambert 93 X = 441 700 m et Y = 6 493 836 m), les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieu-dit suivants :

Communes	Parcelles
Arthenac	000 C 715 – 724 (partiellement)– 752 – 753 – 1545 (partiellement) – 1693 – 2149 – 2150 – 2152 – 2153 – 2154 (partiellement) – 2155 – 2202 – 2204 – 2206 – 2212 – 2213 – 2214 – 2215

Les travaux ou aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation se déclinent en différentes tranches :

Tranche	Dates prévisionnelles de démarrage	Parcelles concernées
Chai de distillation	Existant (déclaration ICPE antérieure)	OC 2213
Chai 1	Existant (déclaration ICPE antérieure)	OC 2202, OC 2204
Chai 2	Existant (déclaration ICPE antérieure)	OC 2150
Chai 3	2030	OC 715
Chai 4	2030	OC 2153, OC 715
Nouveau chai de distillation	2035	OC 2150
Distillerie 1	Existant (déclaration ICPE antérieure)	OC 2214
Distillerie 2	Existant (déclaration ICPE antérieure)	OC 2214
Distillerie 3	2035	OC 2150
Distillerie 4	2035	OC 2150, OC 2153

L'exploitant informe l'inspection à chaque nouvelle cellule mise en service ou en cas de retard significatif sur les dates prévisionnelles de démarrage susmentionnées.

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 2,7 ha.

Article 1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Les installations exploitées relèvent de la rubrique ICPE suivante :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature et volume de l'installation	Régime
4755-2.a	Stockage d'alcools de bouche d'origine agricole	1 chai de distillation d'une surface de 234 m ² et d'une QSP de 213 m ³ 1 chai de distillation nouveau de 68 m ² et d'une QSP 93 m ³ 4 chais de vieillissement de surface et QSP : Chai 1 : 269 m ² et 499 m ³ Chai 2 : 299 m ² et 499 m ³ Chai 3 : 499 m ² et 695 m ³ Chai 4 : 499 m ² et 695 m ³ QSP totale = 2694 m³	A
2250-2	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole	4 locaux de distillation totalisant 34 alambics de 25 hl chacun, soit 850 hl de capacité de charge totale, soit 510 hl/j de capacité de production théorique (*) d'alcool pur	E
2251-B	Préparation et conditionnement de vins	86 cuves de stockage de vins totalisant une capacité de préparation et de stockage de vins de 103 001 hl/an	E
4718-2.b	Stockage de gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	Un réservoir de propane de 25 t	DC
2921-1.b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau	Une tour aéroréfrigérante (TAR) d'une puissance de 707 kW	DC
2910-A.2	Installation de combustion	34 brûleurs à gaz de 140 kW totalisant une puissance thermique nominale de 4,76 MW	DC

A : Autorisation E : enregistrement DC : déclaration avec contrôle

QSP : Quantité d'eaux-de-vie susceptible d'être présente

Elles relèvent également des rubriques « loi sur l'eau » suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation, ouvrage, travaux ou activité	Quantité autorisée	Régime
1.3.1.0 2°	Ouvrage de prélèvement d'eau dans une ZRE	Prélèvement dans un étang	Débit de prélèvement inférieur à 8 m ³ /h	D
2.1.5.0 2°	Rejet d'eaux pluviales	Infiltration et rejet via un bassin de régulation des eaux pluviales	La superficie du site est	D

			de 2,7 ha	
--	--	--	-----------	--

D : Déclaration

ZRE : zone de répartition des eaux : zone où des mesures permanentes de répartition quantitatives sont instituées

Article 1.2.2 Consistance des installations

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Distilleries

Désignation	Surface du local	Caractéristiques
Distillerie 1	78,3 m ²	4 alambics de 25 hl de capacité de charge chacun
Distillerie 2	125,7 m ²	4 alambics de 25 hl de capacité de charge chacun
Distillerie 3	382 m ²	14 alambics de 25 hl de capacité de charge chacun
Distillerie 4	333 m ²	12 alambics de 25 hl de capacité de charge chacun

Stockage d'alcools de bouche d'origine agricole de TAV supérieur à 40 % vol. :

Désignation	Surface	Modalités de stockage	QSP
Chai de distillation	236 m ²	8 cuves inox et 10 tonneaux de divers volumes	213 m ³
Nouveau chai de distillation	68 m ²	6 cuves inox de capacité 155 hl	93 m ³
Chai 1	269 m ²	Fûts et tonneaux en bois de divers volumes 4 cuves inox de divers volumes	499 m ³
Chai 2	299 m ²	Fûts et tonneaux en bois de divers volumes 3 cuves inox de 50 m ³	499 m ³
Chai 3	499 m ²	Fûts et tonneaux en bois de divers volumes 1 cuve inox de 50 m ³	695 m ³
Chai 4	499 m ²	Fûts et tonneaux en bois de divers volumes 1 cuve inox de 50 m ³	695 m ³

Préparation et stockage de vins

Désignation	Caractéristiques	Capacité de stockage
--------------------	-------------------------	-----------------------------

Chai de vinification	35 cuves inox de divers volumes	15 292 hl
Cuverie extérieure n°1 (historique)	27 cuves inox et fibre de divers volumes	24 013 hl
Cuverie extérieure n°2 (nouvelle)	24 cuves inox de capacité 2 654 hl	63 696 hl

Volume vinifiés et distillés sur le site :

Volumes vinifiés	Volumes distillés
100 704 hl/an	200 000 hl/an

Installations et équipements connexes

Ouvrage	Éléments caractéristiques
5 aires de chargement / déchargement des camions-citernes	Associée à une capacité de rétention de 30 m ³ et équipées d'une prise de mise à la terre
Un bassin de stockage des résidus de distillation (vinasses) et eaux de lavage	Capacité de stockage de 2 500 m ³ , 266 m ³ sont maintenues disponibles pour la rétention de différentes installations
Un bassin de rétention pour la rétention et le confinement des écoulements accidentels	Capacité de stockage de 610 m ³ après que les écoulements passent par une fosse d'extinction de 150 m ³
deux bassins de refroidissement et réserve d'eau d'incendie	Capacité de 800 m ³ et de 200 m ³
Aire de lavage	Lavage des engins agricole, équipé d'un phytobac en cas de lavage d'engins contenant des produits phytosanitaires

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de dangers de référence¹, ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

La conformité est subordonnée à l'observation préalable des éventuelles prescriptions relatives à l'archéologie préventive.

¹ l'étude de dangers de référence est la dernière étude de dangers complète (éventuellement mise à jour via une notice de réexamen) qui a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées. Si l'étude de dangers est découpée en plusieurs parties, la notion d'étude de dangers « de référence » s'applique indépendamment à chacune des parties

CHAPITRE 1.4 CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

En cas de cessation d'activité, les conditions de remise en état comprennent notamment les opérations suivantes :

- les fluides et énergies seront consignés ;
- excepté les éléments de structure des bâtiments, l'ensemble des équipements et installations concourant aux activités de stockage ainsi que leurs utilités seront démantelées et évacuées ;
- les déchets et autres produits seront évacués selon des filières agréées.

CHAPITRE 1.5 IMPLANTATION

Les chais sont implantés à une distance minimale de 15 m des limites de l'établissement et sont séparés les uns des autres par un espace libre de tout encombrement, non couvert, d'une largeur de 6 m minimum.

CHAPITRE 1.6 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 1.7 RÉGLEMENTATION

Article 1.7.1 Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
23 janvier 1997	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de

	l'environnement
2 février 1998	Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23 août 2005	Arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718
29 septembre 2005	Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents dans les ICPE soumises à autorisation
4 octobre 2010	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
14 janvier 2011	Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250
26 novembre 2012	arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 relatif aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2251
14 décembre 2013	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
3 août 2018	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910

Article 1.7.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

CHAPITRE 1.8 ABROGATION

Article 1.8.1 Actes abrogés

Les prescriptions des arrêtés suivants sont abrogés :

- arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 fixant des prescriptions complémentaires à la société SARL de Chez Sabourin pour l'exploitation d'une distillerie d'alcools de bouche sur le site de « Chez Sabourin » commune d'Arthenac,
- arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 portant enregistrement de la SARL Distillerie de Chez Sabourin pour l'exploitation d'une installation de distillation d'alcools d'origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs sur la commune d'Arthenac,
- arrêté préfectoral du 24 juin 2019 portant enregistrement de la SARL Distillerie de Chez Sabourin pour l'extension d'une installation de préparation et conditionnement de vins sur la commune d'Arthenac.

TITRE 2 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 2.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 2.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal (période 2)	Prélèvement maximal	Prélèvement maximal
				Journalier (m³/j)	Annuel (m³/an)	instantané
Eau de surface (rivière)	La VIVERONNE	FRFRR16_4	(442016,77 ; 64933691,64)	190 m³/j	36 000 m³/an	Inférieur à 8 m³/h
Réseau d'eau publique	Arthenac	/	/	242 m³	2000 m³/an	

CHAPITRE 2.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

Article 2.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les **eaux pluviales non souillées** et eaux non susceptibles d'être polluées (eaux de toitures) ;
- les **eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées** (eaux de voiries et des aires de chargement/déchargement) ;
- les **eaux polluées** (résidus de distillation, eaux de lavage, etc.) ;
- les **eaux de purge des circuits de refroidissement** ;
- les **eaux d'épalement** (eau utilisée pour vérifier la contenance des barriques, tonneaux et cuves) ;
- les **eaux domestiques** (eaux vannes, de lavabos et douches, de cantine, etc.) ;
- les **écoulements pollués lors d'un accident ou d'un incendie** (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).

Seules les activités de distillation et de vinification sont sources d'effluents. Le stockage d'alcools n'est pas associé à une production d'effluents autres que les eaux d'épalement qui sont réutilisées dans le process.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

38, RUE REAUMUR – CS 70000 – 17017 LA ROCHELLE CEDEX 01

Tél. : 05.46.27.43.00

www.charente-maritime.gouv.fr

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel/récepteur
Pt N°1	(441698.02 ; 6493809.92)	Eaux pluviales issues des aires de dépotage et bâtiments à l'ouest du site	Réseau eaux pluviales communal	La VIVERONNE Milieu naturel par infiltration
Pt N°2	(441829.94 ; 6493719.69)	Eaux pluviales issues du chai de vinification	Vignes attenantes	La VIVERONNE Milieu naturel par infiltration
Pt N°3	(441787.80 ; 6493753.13)	Eaux pluviales issues de la cuverie vins	Fossé longeant la limite sud du site	La VIVERONNE Milieu naturel par infiltration
Pt N°4	(441787.80 ; 6493753.13)	Eaux pluviales issues de l'aire de lavage, toiture des nouveaux bâtiments et aire de dépotage à l'ouest	Bassin infiltration de 500 m³	La VIVERONNE Milieu naturel par infiltration
Pt N°5	(441862.85 ; 6493805.45)	Eaux lavages engins agricoles pouvant contenir des produits phytosanitaires	Phytobac	Dirigé vers un phytobac avant d'être évacuées et traitées par un prestataire spécialisé

CHAPITRE 2.3 LIMITATION ET SURVEILLANCE DES REJETS

Article 2.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°X (sortie séparateur eau/hydrocarbures)

Paramètre	Code SANDRE	Rejet N° 2 et N°3 (eaux pluviales ruisselant sur les voiries, l'aire de chargement/déchargement et l'aire de lavage des véhicules)
		Concentration maximale (échantillon 24h)
MES	1305	100 mg/l
DCO	1313	300 mg/l
DBO5	1314	100 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l

Article 2.3.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Pt n°4	MES, DCO, Hydrocarbures totaux	1305, 1313, 7009	Prélèvement continu d'une demi-heure, ou deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure (en temps de pluie)	Annuelle

TITRE 3 PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 3.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Article 3.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Sans préjudice du respect, dans les zones à émergence réglementée, des valeurs d'émergence admissibles fixées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	<i>Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)</i>	<i>Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</i>
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 3.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

TITRE 4 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 4.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 4.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Les installations respectent les dispositions suivantes :

Bâtiment/ local	Dispositions constructives		
	Sol, toiture	Murs	Portes et fermetures
Chai 1, chai 2, chai 3, chai 4, nouveau chai de distillation	Sols en matériaux incombustibles Charpente R30 (stable au feu de degré une demi-heure) Toitures et couvertures Broof (t3) Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2s1d0 ou Bs2d1	Murs extérieurs au minimum REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures)	Au moins 2 portes vers l'extérieur par cellule, judicieusement réparties, E30 au minimum (pare-flamme de degré une demi-heure), de largeur minimale 0,8 mètre, équipées de seuils ou grille ou tout autre moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides vers l'extérieur
Chai de distillation	Sols en matériaux incombustibles Charpente R30 (stable au feu de degré une demi-heure) Toitures et couvertures Broof (t3) Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2s1d0 ou Bs2d1	Murs extérieurs au minimum REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures)	Au moins 2 portes vers l'extérieur par cellule, judicieusement réparties, E30 au minimum (pare-flamme de degré une demi-heure), de largeur minimale 0,8 mètre, équipées de seuils ou grille ou tout autre moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides vers l'extérieur. La porte au sud est EI 120
Distillerie 1	Sols en matériaux incombustibles Charpente R30 (stable au feu de degré une demi-heure) Toitures et couvertures Broof (t3) Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2s1d0 ou Bs2d1	Murs extérieurs au minimum REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)	Au moins 2 portes vers l'extérieur par cellule, judicieusement réparties, E30 au minimum (pare-flamme de degré une demi-heure), de largeur minimale 0,8 mètre, équipées de seuils ou grille ou tout autre moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides vers l'extérieur. La porte donnant sur la route communale est EI 120
Distillerie 2, 3 et 4	Sols en matériaux incombustibles Charpente R30 (stable au feu de degré une demi-heure) Toitures et couvertures Broof (t3) Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2s1d0 ou Bs2d1	Murs extérieurs au minimum REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)	Au moins 2 portes vers l'extérieur par cellule, judicieusement réparties, E30 au minimum (pare-flamme de degré une demi-heure), de largeur minimale 0,8 mètre, équipées de seuils ou grille ou tout autre moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides vers l'extérieur

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.1.2 Désenfumage

L'ensemble des chais de stockages d'eaux-de-vie sont équipées en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).

Les DENFC, en référence aux normes en vigueur, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;
- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m²) ; la classe SL 0 est utilisable si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;

- classe d'exposition à la chaleur B 300.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

I. Spécification pour les chais 1, 2, chai de distillation et le nouveau chai de distillation (surface < 300 m²)

- un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.
- Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique.
- La surface utile des exutoires n'est pas inférieure à 1 m².

II. Spécification pour les chais 3, 4 et le nouveau chai de distillation (surface > 300 m²)

- Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande manuelle et automatique.
- La surface utile des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque cellule de stockage .
- L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.
- En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis la cellule de stockage.
- Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues de la cellule de stockage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément aux normes en vigueur.

Article 4.1.3 Organisation des stockages

I. Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage et d'éclairage.

II. L'implantation des installations de stockage (barriques, tonneaux, cuves, canalisations...) dans les cellules de stockage permet une libre circulation du personnel et des services de secours.

En particulier, chaque cellule de stockage respecte les conditions d'aménagements suivantes :

- une allée principale (centrale ou latérale) de 3 m de largeur minimum est aménagée,
- aucun récipient ou réservoir de stockage d'eau-de-vie n'est éloigné de plus de 15 m de l'allée principale en l'absence d'un système d'extinction automatique.

Article 4.1.4 Accessibilité des engins de secours à proximité des installations

I. Le site dispose en permanence de deux accès au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, quelles que soient les conditions de vent.

II. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans causer de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

La voie d'accès des services publics d'incendie et de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ».

III. La voie d'accès aux installations jusqu'à la voie engins définie ci-après respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre, au minimum de 4,5 mètres et la pente, inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum.

IV. L'installation dispose d'une voie « engins » permettant la circulation sur au moins un demi-périmètre de chaque cellule de stockage d'eaux-de-vie.

La voie engins est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de la construction ou occupée par les eaux d'extinction.

La voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la pente au maximum de 15 % et la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres ;
- elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum.

V. A partir de chaque voie « engins » est prévu un accès aux issues des cellules de stockage par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum sans avoir à parcourir plus de 60 m.

Article 4.1.5 Mise en station des échelles

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes, selon les caractéristiques techniques en vigueur.

Ces voies « échelles » sont identifiées et matérialisées sur site.

Article 4.1.6 Capacité des rétentions

La rétention de chaque chai de stockage d'eaux-de-vie, chaque aire de chargement/déchargement, chaque distillerie et chaque stockage de vins est associée à une capacité de rétention définie de la manière suivante :

Installation	Type de rétention	Caractéristiques et Volume de la rétention
Chai de distillation	Interne et gestion des débordements	Rétention de 50 % de la QSP via un encaissement de 50 cm ; débordement vers le bassin à vinasses où 266 m ³ sont maintenus disponibles
Nouveau chai de distillation	Déportée	Bassin de rétention et de confinement des eaux d'extinction de 610 m ³ après passage des écoulements par la fosse d'extinction de 150 m ³

Chai 1	Interne et gestion des débordements	Rétention de 50 % de la QSP via un encaissement de 50 cm ; débordement vers le bassin à vinasses où 266 m ³ sont maintenus disponibles
Chai 2, 3 et 4	Déportée	Bassin de rétention et de confinement des eaux d'extinction de 610 m ³ après passage des écoulements par la fosse d'extinction de 150 m ³
Distillerie 1 et 2	Déportée	Bassin à vinasses dans lequel 266 m ³ sont maintenus libres
Distillerie 3 et 4	Déportée	Écoulements dirigés vers la fosse d'extinction de 150 m ³ puis bassin de rétention de 610 m ³
Cuverie à vins extérieure (site historique), chai de vinification et nouvelle cuverie extérieure	déportée	Bassin à vinasse où un volume de 266 m ³ est maintenu disponible
Aires de chargement/déchargement	déportée	Bassin à vinasse où un volume de 266 m ³ est maintenu disponible

Article 4.1.7 Gestion des rétentions et des stockages associés

Les dispositions prévues au II de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les rétentions et les zones de collecte associées font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation du plan de surveillance des rétentions, comportant au minimum un examen visuel régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.

Article 4.1.8 Dispositions spécifiques aux réservoirs, dont les tonneaux en bois et cuves inox

L'exploitant met en œuvre les dispositions spécifiques aux réservoirs prévues au III de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 4.1.9 Dispositions spécifiques à la rétention déportée

Les dispositions prévues au IV de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les écoulements recueillis pour les installations de stockage d'alcools en rétention déportée sont dirigés de manière gravitaire vers une fosse de 150 m³ permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur ré-inflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée.

La zone de collecte, le drainage, la rétention déportée et la fosse d'extinction, sont conçus, dimensionnés et construits afin de :

- ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site ; en particulier lorsque plusieurs zones à risque sont associées à un même réseau de collecte des écoulements accidentels, des siphons anti-feu (regards siphonides, regards étouffoirs, etc.) sont judicieusement placés afin d'éviter toute propagation par le réseau de vapeurs ou d'effluents enflammés entre les installations ;

- éviter tout débordement des réseaux, pour cela ils sont adaptés aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée (10 l/min/m² au minimum) ;
- résister aux effluents enflammés ; en particulier, en amont de la fosse d'extinction, les réseaux sont en matériaux incombustibles ;
- éviter le colmatage du réseau d'évacuation par toute matière solide ou susceptible de se solidifier ;
- canaliser, par zones de collecte n'excédant pas 250 m², les écoulements accidentels sont gérés par des rigoles, murets, bosselages,... sur l'ensemble de la surface de la cellule de stockage ;
- être éloignés au maximum de la propriété des tiers et de toute autre construction. La cuvette de rétention et la fosse d'extinction sont situées à plus de 15 m des limites du site.

La fosse d'extinction est implantée en dehors des zones de flux thermiques de 3 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers pour les scénarios d'incendie d'une durée inférieure à 4 h.

L'exploitant dispose des moyens permettant d'éviter l'inflammation des effluents dans la fosse d'extinction.

La rétention déportée et la fosse d'extinction sont accessibles aux services d'intervention lors de l'incendie.

L'exploitant définit sous sa responsabilité, et en cohérence avec les éléments présentés dans son étude de dangers, dont notamment l'objectif d'évacuation de la quantité d'alcools contenue dans une cellule en moins de 4 heures, le dimensionnement et les caractéristiques des réseaux et de la fosse d'extinction en fonction des débits potentiels d'effluents enflammés. Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés.

Les vérifications périodiques portent sur l'étanchéité et l'intégrité des équipements de collecte des écoulements accidentels et des eaux d'extinction d'incendie (avaloirs, etc.) et des équipements de transferts (canalisations enterrées, etc.) selon les fréquences minimales suivantes :

- le cas échéant, un contrôle bimensuel du maintien en eau des siphons anti-feu (regards siphonides, regards étouffoirs, etc.),
- un contrôle visuel annuel des ouvrages,
- un contrôle annuel des réseaux avec envoi d'eau,
- un contrôle des réseaux enterrés par caméra tous les 10 ans.

En cas d'observations d'anomalies ou de dégradation, l'exploitant y remédie dans les plus brefs délais. Les vérifications périodiques et les opérations d'entretien et de maintenance sont enregistrées dans un document de suivi.

Article 4.1.10 Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses

L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses prévues au V de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 4.1.11 Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation

Les dispositions prévues au VI de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les aires de chargement/déchargement sont matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des produits strictement nécessaires à l'exploitation des bâtiments qu'elles desservent.

Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.

La surface des aires de chargement/déchargement d'alcools est au maximum de 30 m².

Dans le cas où cette surface ne serait pas respectée, l'exploitant est tenu de mettre à jour les modélisations des effets thermiques en cas de feu de nappe et de proposer, les dispositions en matière de prévention et de protection incendie à prendre dès lors que les distances d'effets seraient augmentées par rapport aux dispositions de l'étude de dangers susvisée.

Article 4.1.12 Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie

Les dispositions prévues à l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Pour le nouveau chai de distillation, les chais de stockage 2,3 et 4, un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie de 610 m³ collecte les écoulements accidentels. Ce bassin est étanche aux produits qu'il pourrait contenir.

CHAPITRE 4.2 AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTIONS DES ACCIDENTS

Article 4.2.1 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques ou barrières de sécurité les mesures figurant en pages 130 à 132 de l'étude de danger du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Article 4.2.2 Contrôle des accès

Les dispositions prévues à l'article 61 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Article 4.2.3 Électricité statique – Mise à la terre

Dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes.

Lorsque les réservoirs et les récipients ne sont pas au même potentiel que leurs systèmes d'alimentation, ces derniers doivent être disposés de façon à éviter tout emplissage par chute libre.

Article 4.2.4 Installations électriques

Les dispositions prévues aux A à D de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

L'éclairage artificiel par lampes dites « baladeuses » à incandescence est interdit. Il doit être fait usage de lampes dites « baladeuses » à fluorescence sous réserve qu'elles présentent un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec protection mécanique.

L'éclairage fixe à incandescence et l'éclairage fluorescent sont réalisés par des luminaires ayant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec une protection mécanique. En aucun cas les appareils d'éclairage ne doivent être fixés directement sur des matériaux inflammables.

Les chais disposent d'un éclairage de sécurité permettant d'assurer l'évacuation des personnes, la mise en œuvre des mesures de sécurité et l'intervention éventuelle des secours en cas d'interruption fortuite de l'éclairage normal.

Les appareils de protection, de commande et de manœuvre (fusibles, discontacteurs, interrupteurs, disjoncteurs...) sont tolérés à l'intérieur des chais sous réserve d'être contenus dans des enveloppes présentant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Article 4.2.5 Événements

Tout réservoir métallique de stockage d'alcool est équipé d'événements correctement dimensionnés permettant de prévenir le phénomène de pressurisation lente. Les justificatifs de l'installation et du bon dimensionnement de ces événements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

À défaut de justification spécifique, la surface « Se » des événements est au minimum égale à :

$$Se = \frac{Ufb}{3600 Cd} * \left(\frac{Pair}{2 \Delta p} \right)^{0,5}$$

Pair : masse volumique de l'air (= 1,3 kg/m³).

Cd : coefficient aérodynamique de l'événement (entre 0,6 et 1).

Δp : surpression devant être évacuée en pascals.

Ufb : débit de vaporisation en normaux mètres cubes par heure d'air, calculé selon la formule suivante :

$$Ufb = 70900 * Aw^{0,82} * \frac{Ri}{Hv} * \left(\frac{T}{M} \right)^{0,5}$$

Aw : surface de robe au contact du liquide inflammable contenu dans le réservoir, en mètres carrés (avec une hauteur plafonnée à 9 mètres).

Hv : chaleur de vaporisation en joules par gramme.

M : masse molaire moyenne de la phase gazeuse évacuée en grammes par mole.

Ri : coefficient de réduction pour prendre en compte l'isolation thermique ; ce facteur est pris égal à 1 correspondant à l'absence de toute isolation.

T : température d'ébullition du liquide inflammable en Kelvin.

Les événements des cuves ne disposent d'aucun dispositif de fermeture fixe.

Toute nouvelle cuve entrant sur l'installation devra être dûment déclarée avant mise en place sur le site et équipée d'une paroi soufflable, d'événements, ou de trous d'hommes dûment dimensionnés conformément aux normes en vigueur.

Ces événements, parois soufflables, ou trous d'hommes sont disposés de façon à ne pas produire de projection et d'effets de surpression à hauteur d'homme en cas d'explosion.

CHAPITRE 4.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 4.3.1 Système de détection automatique

L'exploitant met en œuvre, sur l'ensemble des bâtiments à risques d'incendie, les dispositions relatives à la surveillance et au réseau de détecteurs prévues à l'article 55 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 4.3.2 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- Le site dispose de 520 m³ d'eau pour l'incendie, pour cela deux réserves de 800 m³ et de 200 m³ sont présentes sur le site, associées chacune à de deux aires de pompage pour les engins de secours, matérialisées et carrossables.

Ces points d'eau sont accessibles en permanence aux services publics d'incendie et de secours et munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

Ces moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques (144 B au minimum) répartis dans l'établissement, notamment dans chaque cellule de stockage d'eaux-de-vie et à proximité des aires de chargement et de déchargement, de sorte que la distance maximale pour atteindre un extincteur soit inférieure à 15 m ;
- chaque cellule de stockage d'eaux-de-vie est équipée d'au moins deux extincteurs sur roues de 50 kg
- pour les chais de plus de 300 m², chaque chai est équipé au moins de deux robinets d'incendie armés équipés en dispositif à mousse avec un émulseur prévu pour l'extinction des liquides polaires de manière à assurer 3 minutes d'autonomie et permettant d'atteindre un foyer d'incendie par deux directions opposées

Article 4.3.3 Entretien des moyens d'intervention

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteurs	Annuelle
Système de détection incendie	Semestrielle
Dispositifs de désenfumage	Annuelle

Réserve d'eau contre l'incendie	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle
RIA	Annuelle

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées, ainsi que les suites données à ces vérifications doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

TITRE 5 DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 5.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1) D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2) D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3) D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

CHAPITRE 5.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

CHAPITRE 5.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée dans la mairie d'Arthenac et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie d'Arthenac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Charente-Maritime ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, à savoir : les communes de Arthenac, Allas-Champagne, Archiac, Brie-sous-Archiac, Saint-Eugène et la Communauté des Communes de Haute-Saintonge ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 5.4 EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, la Sous-Préfète de Jonzac, le Maire d'Arthenac et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SARL Distillerie de Chez Sabourin et dont une copie leur sera adressée.

La Rochelle, le **25 MARS 2026**

Pour le Préfet ,
Le Secrétaire Général,


Emmanuel CAYRON